



**EAU & BIODIVERSITÉ :  
VOS ALLIÉES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**  
Pour un bassin Seine-Normandie plus résilient

**Jeudi 20 octobre 2022 de 10h00 à 12h30**

**WEBINAIRE  
PARTICIPATIF**

## **Synthèse issue du Forum bassin « Eau & biodiversité, vos alliées face au changement climatique »**

*Ce webinaire du 20 octobre 2022, adressé aux membres des forums territoriaux du bassin Seine-Normandie, a porté sur l'adaptation au changement climatique. Il est accessible en rediffusion. Ce webinaire a été très suivi : 622 personnes se sont connectées au plus fort et environ 500 en continu.*

*Un questionnaire, envoyé au préalable (fin septembre) aux personnes inscrites, a permis de recueillir leurs avis sur les freins et leviers de l'adaptation sur le bassin.*

---

Ce qui suit est le reflet des contributions reçues  
et n'engage nullement l'agence de l'eau Seine-Normandie

---

**1**

**Retours du questionnaire préalable au forum<sup>1</sup> :  
465 freins & leviers vis-à-vis de l'adaptation au changement climatique**

### **SYNTHÈSE SUR LES FREINS A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Un frein majeur, très souvent cité, est la difficulté pour l'être humain de changer ses habitudes, de sortir de son confort, de faire des efforts, ainsi qu'une tendance marquée à l'individualisme, et le fait qu'il lui faut se trouver « au pied du mur » pour réagir. Autrement dit, la résistance au changement et la « dépendance au sentier ». Le corollaire de cela étant qu'une sensibilisation sur ce qui risque d'arriver ne suffit pas en soi, car modifier en profondeur son comportement est plus coûteux qu'un risque dont le coût même, s'il peut être important, reste incertain, et pourrait éventuellement être pris en charge par l'Etat. Le fait de se reposer sur le progrès technique est dénoncé par certains répondants comme une facilité pour ne pas remettre en cause les habitudes, ou seulement à la marge.

Concernant le niveau politique, la durée courte des mandats des élus est souvent citée comme frein important, ainsi qu'une tendance, sur cette durée, à vouloir satisfaire à court terme leurs administrés, par rapport à des décisions de long terme favorisant plus l'intérêt général que celui des particuliers. Par ailleurs, d'après certains, élus et citoyens se renvoient la responsabilité de l'inaction, alors que les deux devraient l'endosser et se mobiliser. Enfin, certains modèles sont pointés comme susceptible d'avoir des

---

<sup>1</sup> formulaire en annexe

effets pervers : par exemple le fait que les collectivités ont trop souvent tendance à vouloir s'accroître, construire des logements, et donc s'étaler.

Le système économique, et le fait même que l'économie gouverne les décisions, les choix, les marqueurs sociaux à tous les niveaux, est également pointé par de nombreux répondants comme un frein important au changement ; il faudrait d'après eux changer de paradigme, remettre l'humain et le vivant au centre.

Par ailleurs, la complexité du changement pour les villes comme pour l'agriculture, du fait de nombreuses intrications, est pointée comme un frein.

Finalement, personne (particulier, élus, comité de bassin) ne prendrait suffisamment la mesure des risques possibles si on ne change pas en profondeur nos comportements, d'après une majorité de répondants.

## **SYNTHESE SUR LES LEVIERS DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE CONCERNANT L'AGRICULTURE ET LES COLLECTIVITÉS**

Concernant les leviers d'accélération de l'adaptation au changement climatique, si de nombreux leviers mentionnés relèvent du niveau national voire international plus que bassin (changer de système économique, changer la Politique Agricole Commune (PAC), interdire certaines pratiques, rendre les semences locales commercialisables en modifiant les règles du catalogue officiel des semences, adapter la fiscalité foncière et sur le bâti, accroître la portée des Plans Climat-Air-Energie Territoriaux (PCAET), cesser les injonctions contradictoires entre ministères, réformer la gouvernance des chambres d'agriculture...), d'autres leviers d'accélération proposés pourraient l'être au niveau du bassin. L'ensemble des propositions et leviers reçus pour accélérer leur mise en œuvre est synthétisé ci-dessous, par type :

### **> Propositions techniques vis-vis de l'agriculture et des collectivités :**

- Développer l'agroécologie (agrogroestrie, AB, prairies...)
- Sélectionner des cultures résilientes (espèces et variétés adaptées au climat local)
- Privilégier l'infiltration pour recharger les nappes, réservoirs souterrains
- Eviter la spécialisation en diversifiant les productions
- Dans les zones sans nappe, encourager la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation
- Développer des retenues d'eau de surface pour l'irrigation
- Permettre à l'eau de pluie de s'infiltrer là où elle tombe (désimperméabilisation, végétalisation) et développer les noues et toitures végétalisées
- Veiller à l'exemplarité des collectivités et de l'Etat en matière de consommation (eau & alimentation)
- Développer des zones d'expansion des crues moyennant des paiements pour services environnementaux
- Utiliser l'eau de pluie pour arroser les espaces verts et laver la voirie
- Accepter les pelouses jaunies par temps sec
- Développer le stockage d'eau de pluie chez les particuliers

### **> Leviers économiques & débouchés :**

- Adapter la tarification eau potable & assainissement pour plus de sobriété en eau
- Mieux valoriser les débouchés des cultures & pratiques résilientes, notamment par des projets alimentaires territoriaux misant sur le bio local et sur l'élevage à l'herbe local, et par des projets de chaudière collectives pour valoriser le bois des haies
- Cesser les aides aux systèmes peu adaptés au changement climatique et accroître les aides aux systèmes vertueux, par exemple en supprimant les aides agricoles à la surface ; modifier la PAC dans ce sens
- Ne pas soutenir financièrement les solutions de maladaptation
- Simplifier l'accès aux aides et accroître les aides à l'adaptation
- Mieux accompagner la prise de risque tout en montrant qu'on pourra de moins en moins compter sur le système assurantiel et sur le soutien de l'Etat face aux risques climatiques

- Chiffrer le coût de l'inaction de manière concrète et communiquer sur ce qui se passerait probablement si on poursuit les tendances
- Mettre en place des paiements pour services environnementaux soutenant des changements ambitieux et alimentés par un principe pollueur payeur renforcé
- Adapter la fiscalité sur le foncier bâti

> **Leviers connaissance & sensibilisation :**

- Améliorer la connaissance et la sensibilisation sur les impacts du changement climatique, sur l'efficacité des actions, des aides permettant de s'adapter
- Montrer que l'adaptation coûte moins cher que ce qu'on imagine et mieux faire connaître les subventions possibles
- Mieux former à tous les niveaux et dans tous les secteurs, notamment agricole et élus, sur le changement climatique et les risques
- Mener des grandes campagnes de sensibilisation
- Faire ressortir les exemples d'adaptation
- S'inspirer de régions plus touchées par exemple par la sécheresse
- Favoriser les échanges sur l'adaptation et les présentations de « pair à pair »
- Communiquer sur l'évolution tendancielle des rendements et l'influence de la spéculation sur les prix
- Inciter à donner plus de valeurs aux arguments autres que purement économiques

> **Leviers organisationnels & accompagnement :**

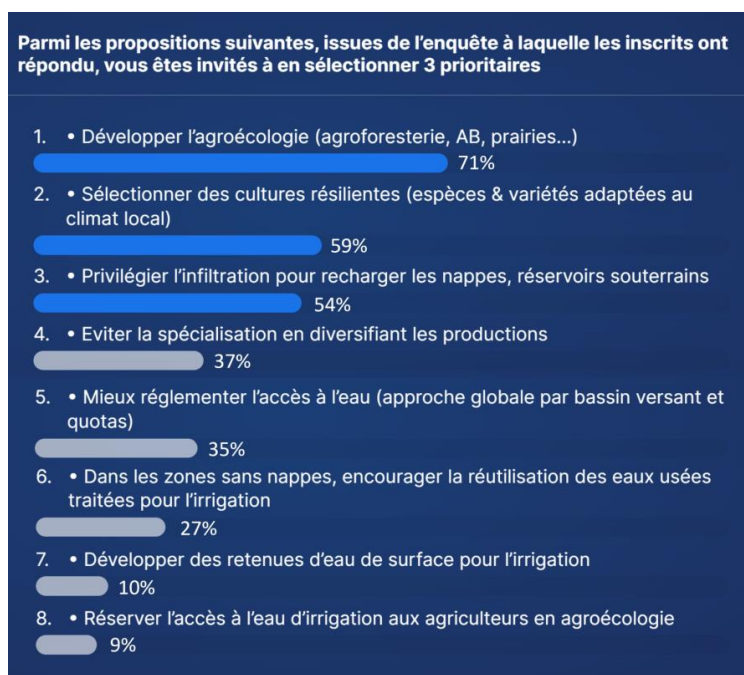
- Adapter l'organisation pour des projets résilients (par exemple recruter des écologues dans les services d'urbanisme)
- Inclure des écologues dans les services urbanistes
- Accroître l'accompagnement technique
- Ne pas attendre des études apportant plus de preuves sur l'efficacité pour passer à l'action
- Désigner localement des chefs de files sur certains sujets (ex : ruissellement/érosion, transition agroécologique)
- Réformer les chambres d'agriculture pour les détacher de la représentation syndicale
- Disposer d'un outil commun entre les différents services d'une collectivité permettant d'avoir accès à des données actualisées permettant de savoir qui consulter sur n'importe quel projet
- Améliorer la solidarité
- Simplifier les démarches administratives pour les solutions fondées sur la nature

> **Leviers réglementaires :**

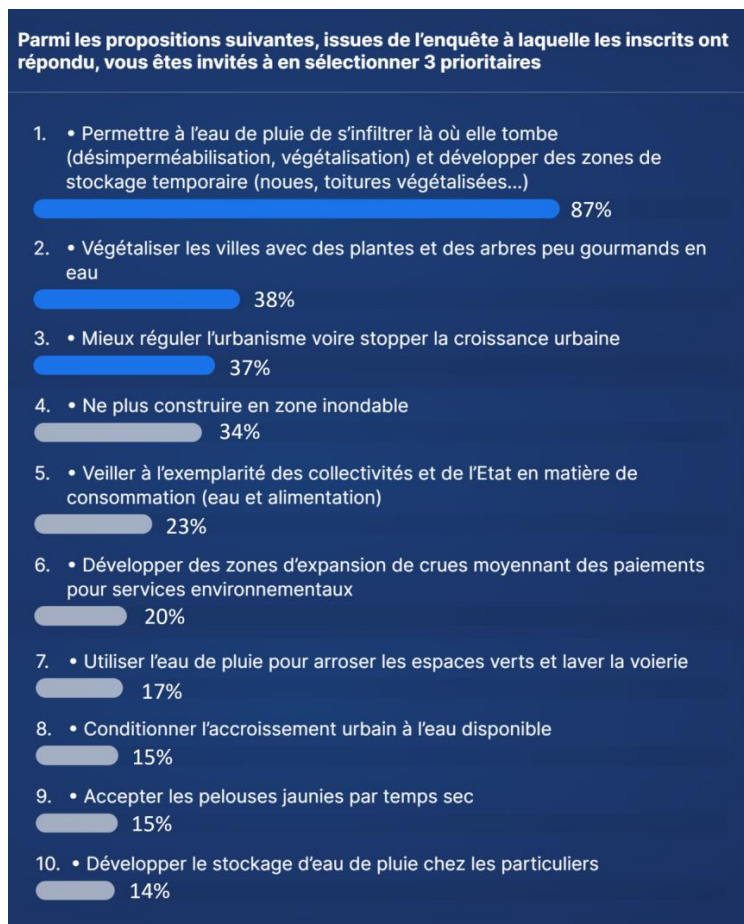
- Mieux réglementer l'accès à l'eau dans les zones en tension (approche globale et quotas)
- Renforcer les contrôles
- Réserver l'accès à l'eau d'irrigation aux agriculteurs en agroécologie
- Tout nouveau projet de prélèvement devrait être sobre et non polluant
- Ne pas compter seulement sur la bonne volonté : accroître la réglementation, interdire les produits dangereux, obliger la restauration collective à inclure plus de produits durables type AB,
- Mieux réguler l'urbanisme voire stopper la croissance urbaine
- Interdire les constructions en zone inondable
- Introduire des zonages agroécologiques dans les PLU
- Imposer des plans de végétalisation & désimperméabilisation des villes
- Mieux protéger les aires de captage
- Conditionner l'accroissement urbain à l'eau disponible

Les propositions ont été utilisées pour sonder les participants à deux reprises durant le webinaire.

> Un sondage réalisé au sujet de l'agriculture, dont les résultats sont les suivants, sur 400 répondants :



> Un sondage réalisé au sujet des collectivités, dont les résultats sont les suivants, sur 329 répondants :





## Questions, commentaires et propositions reçus dans le tchat

Durant le webinaire, des questions ont été posées et des commentaires ou propositions ont été déposés dans le tchat, dont seulement un petit nombre ont pu être traités en séance. Ils sont rassemblés ici. **À part les réponses spécifiques de l'agence de l'eau Seine-Normandie (AESN), aucun des propos reportés ici ne l'engage.**

### > Questions sur le changement climatique (connaissance) :

- on a beaucoup parlé du CO2 en tant que GES mais quid de l'impact de la vapeur d'eau en tant que GES pour les années à venir ?  
*Réponse de F. Habets : Effectivement, la vapeur d'eau est le principal gaz à effet de serre. Mais la hausse de la quantité de vapeur d'eau dans l'atmosphère est une conséquence indirecte des émissions anthropiques des autres gaz à effet, et en particulier du CO2. La quantité de vapeur d'eau s'adapte rapidement avec la température. Ainsi, l'effet indirect n'est durable que parce que l'effet radiatif des émissions anthropiques de GES est persistant. C'est pourquoi l'impact du CO2 inclut l'effet indirect par la vapeur d'eau.*
- qu'est-ce qui fait justement que nous avons une limite dans nos projections sur le bassin SN ? les données d'entrées, les modèles, les perspectives ?  
*Réponse de F. Habets : Si les projections climatiques sont assez cohérentes à l'échelle globale (système fermé), il y a une plus grande incertitude à l'échelle régionale (système ouvert, avec de possibles compensations entre régions). De plus, les précipitations restent une variable présentant des biais importants dans les modèles climatiques. Le bassin SN se situe dans une zone où le signe des évolutions peut varier d'un modèle climatique à l'autre, ce qui amplifie l'incertitude sur les impacts.*
- Que pouvez-vous nous dire sur l'évolution de la fonte du Permafrost en Russie ?  
*Réponse de F. Habets : La perte de carbone du pergélisol entraînée par son dégel est irréversible à l'échelle de siècles. L'impact sur le climat n'est pas forcément bien intégré, mais, est supposé avoir une ampleur moindre que les émissions directes de CO2.*
- quel est l'influence des énormes courants marins sur nos côtes ?  
*Réponse de F. Habets : Le gulf stream qui est le principal courant marin sur nos côtes ne devrait pas évoluer beaucoup même si la circulation méridionale atlantique ralentit.*
- Quelle évolution de l'aléa pour les longues pluies d'hiver (grandes crues de rivières) ?  
*Réponse de F. Habets : Les projections du nombre de jours consécutifs de pluie sont marquées par une grande incertitude, en particulier dans les modèles de climat régionaux. Les tendances observées sur l'Île de France montrent une tendance significative à la baisse de ces jours de pluie consécutifs en hiver et au printemps.*
- Dans les projections du GIEC, comment sont appréhendées les évolutions démographiques des différentes régions du globe ?  
*Réponse de F. Habets : Les scénarios utilisés pour les projections climatiques estiment des variations importantes de population en 2100 de 7 pour le scénario qui suppose un monde plus compatible avec les ressources planétaire à un peu plus de 12 millions de personnes pour le scénario supposant un monde très fragmenté.*

### > Questions sur les aides de l'agence de l'eau Seine-Normandie (AESN) :

- Quel soutien financier de l'AESN pour la plantation de haie champêtre ?  
*Réponse de l'AESN : L'agence de l'eau subventionne l'implantation de haies à vocation hydraulique et de systèmes agroforestiers, ainsi que des boisements dans les territoires à enjeu. Le taux d'aide peut aller jusqu'au maximum autorisé par l'encadrement communautaire*
- L'entretien des ligneux (notamment dans les haies) est-il accompagné financièrement par l'AESN ?  
*Réponse de l'AESN : L'agence de l'eau n'accompagne pas financièrement l'entretien des ligneux. En revanche, les débouchés pour le bocage-énergie peuvent prétendre à un accompagnement financier de l'agence à hauteur de 40% de subvention. cf <https://programme-eau-climat.eau-seine-normandie.fr/accompagner-la-transition-agricole-pour-leau>*

## > Commentaires transversaux des internautes

- Plusieurs commentaires transversaux résonnent avec les retours du questionnaire préalable : une PAC plus adaptée, difficulté d'aller vers la sobriété compte tenu de modèles économiques basés sur la consommation, inadaptation des indicateurs de type PIB, « courttermisme » des mandats politiques inadapté aux enjeux à long terme, labelliser la responsabilité générationnelle, mieux comprendre la psychologie humaine pour favoriser les changements de comportement, soutenir les démarches collectives de coopération face aux comportements individualistes exacerbés par l'anxiété, difficulté d'une « révolution climatique » face à « la puissance des lobbies », Ne plus aider les projets qui ne vont pas dans le sens de la lutte contre le changement climatique
- Améliorer la sensibilisation aux question climatique : former décideurs et grand public via les Fresques du climat, accélérer la prise de conscience collective et le partage des constats, développer des actions pour sensibiliser à l'urgence tout en restant positif vis-à-vis des jeunes, mieux partager les objectifs de baisse des usages de l'eau issus des Assises de l'eau notamment avec les élus, organiser des conférences/diffuser les informations du GIEC dans les écoles, ne pas dissocier dans la sensibilisation les enjeux du changement climatique et ceux de la biodiversité, la notion de résilience ne pousse-t-elle pas à accepter la situation alors qu'il faudrait agir sur les causes ? Une convention citoyenne sur l'eau à l'échelle nationale et locale

## > Commentaires des internautes sur l'adaptation de l'agriculture

- Modèles agricoles : la méthanisation promeut un mode d'agriculture peu adaptée, interdire l'apport de maïs dans les méthaniseurs
- Intrants : l'agriculture est-elle prête à produire de manière moins impactante pour l'eau ? Les agriculteurs demandent du temps pour s'adapter ; de quel ordre peut-il être ? Les PLU ne peuvent réglementer les activités agricoles ; interdire l'usage de pesticides dans les zones de protection des captage, rappeler aux collectivités qu'elles peuvent préempter des terres sur les aires de captage pour y développer l'agriculture biologique, la crise énergétique comme levier pour « sortir de la solution des engrais de synthèse », développer la collecte séparative des urines comme fourniture d'engrais et développer les toilettes sèches pour le compost, le miscanthus pose question (espèce invasive et nécessitant des herbicides au démarrage), interdire les biocides en agriculture, l'agriculture de conservation emploie plus d'herbicides
- L'agroécologie est définie dans le code rural : Les politiques publiques visent à promouvoir et à pérenniser les systèmes de production agro-écologiques, dont le mode de production biologique, qui combinent performance économique, sociale, notamment à travers un haut niveau de protection sociale, environnementale et sanitaire. Ces systèmes privilégient l'autonomie des exploitations agricoles et l'amélioration de leur compétitivité, en maintenant ou en augmentant la rentabilité économique, en améliorant la valeur ajoutée des productions et en réduisant la consommation d'énergie, d'eau, d'engrais, de produits phytopharmaceutiques et de médicaments vétérinaires, en particulier les antibiotiques. Ils sont fondés sur les interactions biologiques et l'utilisation des services écosystémiques et des potentiels offerts par les ressources naturelles, en particulier les ressources en eau, la biodiversité, la photosynthèse, les sols et l'air, en maintenant leur capacité de renouvellement du point de vue qualitatif et quantitatif. Ils contribuent à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique.
- Cultures adaptées : les OGM peuvent-ils être une solution ? Choisir des espèces adaptées aux climats secs
- International : tenir compte dans les choix d'adaptation des effets du changement climatique sur les importations et exportations
- Irrigation : l'irrigation du blé tendre est-elle nécessaire ? Peut-on empêcher l'irrigation en plein soleil ? Peut-on collecter les eaux de drainage et les réutiliser pour l'irrigation au lieu de les rejeter aux cours d'eau ? Prioriser l'eau potable par rapport à l'irrigation
- Retenues : faut-il développer les retenues malgré l'évaporation qui va augmenter et l'impact sur le cycle de l'eau ? L'accès aux retenues devrait être restreint aux agriculteurs faisant preuve de sobriété en eau et en intrants, Peut-on imaginer des nappes artificielles quand les nappes naturelles ne sont pas suffisantes ?

> **Commentaires des internautes sur l'adaptation des collectivités**

- Urbanisation : arrêter le développement des zones commerciales (qui menacent en outre les commerces des centre-villes),
- Infiltration : subventionner l'infiltration à la parcelle en habitats nouveaux & anciens
- Littoral : malgré l'accroissement des risques le littoral reste attrayant/difficultés de gestion de l'occupation des sols avec une population croissante, la tendance à délivrer des autorisations de construire se poursuit (comment la stopper ?),
- Sobriété en eau : récupérer les eaux pluviales pour les sanitaires permettrait d'économiser environ 30% de la consommation en eau potable
- les réseaux de chaleurs en cours de développement sur paris rejetant une eau plus chaude en seine ne va-t-elle pas impacter le milieu à long terme ?

> **Commentaires des internautes sur la gestion quantitative**

- Mieux connaître la pression quantitative induite par les prélèvements
- Favoriser l'infiltration vers les nappes

**Le dernier rapport du [Giec](#) met en lumière la nécessité de généraliser *rapidement* la mise en œuvre de l'adaptation au changement climatique, pour mieux préparer les territoires aux chocs climatiques actuels et futurs.** Le comité de bassin a déjà adopté une [Stratégie d'adaptation](#) en 2016, qui met en avant différentes solutions d'adaptation selon les acteurs concernés.

Cohérentes avec les dernières préconisations du Giec, ces solutions sont « sans regret » (bénéfiques pour la société quels que soient les scénarios socio-économico-climatiques futurs), et multifonctionnelles (elles favorisent souvent en plus de leur fonction première la biodiversité, la santé, le bien-être, l'atténuation des gaz à effet de serre...). Enfin, elles s'inscrivent dans le long terme et permettent [d'éviter la maladaptation](#).

Question 1 : D'après vous, quels sont les principaux freins empêchant l'adaptation du bassin au changement climatique ? (3 réponses possibles)

Question 2 : Comment accélérer et généraliser l'adaptation, notamment pour l'agriculture et les collectivités dont il sera plus particulièrement question le 20 octobre ? (3 réponses possibles)

Question 3 : Vous-même (ou votre organisme), comment pouvez-vous contribuer à cette accélération et généralisation des solutions d'adaptation ?